



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 Quai de Verdun
82000 Montauban

Montauban, le 03/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BUTAGAZ SAS

BUTAGAZ SAS
47-53 rue Raspail
92300 Levallois-Perret

Références : SCO/S 2026-0107
Code AIOT : 0006802590

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2026 dans l'établissement BUTAGAZ SAS implanté 1541 chemin des verriés 82100 Castelsarrasin. L'inspection a été annoncée le 20/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre d'une action nationale sur les opérations d'entretien et de maintenance des différents équipements et dans le cadre d'une action régionale sur l'impact des fortes chaleurs sur la sécurité des sites industriels.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BUTAGAZ SAS
- 1541 chemin des verriés 82100 Castelsarrasin

- Code AIOT : 0006802590
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société BUTAGAZ exploite un dépôt de Gaz de Pétrole Liquéfiés sur la commune de Castelsarrasin (82).

Au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, l'établissement relève du régime de l'autorisation environnementale. Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 octobre 2007, modifié. Par ailleurs, le site est soumis à la Directive Seveso 3. Un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) a été élaboré autour de l'établissement. Il a été approuvé par arrêté préfectoral du 28 novembre 2011.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Maintenance
- AR - 14
- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contenu POI : description des mesures à prendre	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	30 jours
2	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	30 jours
3	Contenu POI : conduite à tenir sur le site	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
12	Analyse de risques liés aux fortes chaleurs	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2	/	Demande d'action corrective	4 mois
13	Matières, produits ou déchets	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Demande d'action corrective	30 jours
14	Contenants de matières, produits ou	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Demande d'action corrective	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	produits ou déchets	article 59			
15	Conditions de stockage de matières, produits ou déchets	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Demande d'action corrective	30 jours
16	Mesures constructives, refroidissement des locaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	/	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
17	Surveillance des installations en cas de fortes chaleurs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
18	Détecteurs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55	/	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
20	Installations électriques et surchauffes	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	/	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
21	Disponibilité de la ressource en eau	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
6	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
7	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
8	Intervention de maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
9	Intervention de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 3	Sans objet
10	Contrôle des opérations de maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
11	Retour d'expérience sur les opérations de maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
19	Fiabilisation des équipements de réfrigération/re froidissement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
22	Liste des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Sans objet
23	Liste des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Sans objet
24	Liste des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est constaté le jour de l'inspection une organisation robuste du suivi des opérations de maintenance.

Il est également constaté la présence d'un personnel compétent sur site qui coordonne et assure les opérations de maintenance.

La région Occitanie étant particulièrement concernée par des épisodes caniculaires rencontrés ces dernières années et considérant qu'avec le changement climatique ces épisodes vont s'amplifier une évaluation de ce risque apparaît pertinent pour le site de Castelsarrasin. Une étude au niveau

groupe a posé les bases de cette évaluation et mérite d'être adaptée au site de Castelsarrasin.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contenu POI : description des mesures à prendre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/12/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles</p>
Constats : <p>Dans son courrier du 20/02/26 en réponse au constat de l'inspection précédente, l'exploitant indique que tous les scénarios identifiés sont compatibles avec la présence d'une seule personne sur le site.</p> <p>Cette adéquation n'est pas justifiée dans le courrier et il est rappelé à l'exploitant que cette justification doit être présente dans le POI.</p> <p>Ce constat de l'inspection précédente est maintenu.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant justifiera dans le POI l'adéquation des moyens humains en fonction de la cinétique de mise en œuvre des moyens d'intervention et des effets attendus du sinistre considéré.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/12/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] <p>Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans son courrier du 20/02/26 en réponse au constat de l'inspection précédente, l'exploitant confirme que les matériaux identifiés contenant de l'amiante n'en contenaient finalement pas, comme l'atteste un rapport du 04/06/25 de BUREAU VERITAS.</p> <p>L'exploitant indique également qu'il ne lui semble pas nécessaire de détailler le choix des substances dans le POI.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement prévoit que : "[...] le plan d'opération interne comprend notamment : [...] les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis [...]"</p> <p>Ces éléments doivent donc apparaître dans le POI conformément à la réglementation.</p> <p>Ce constat de l'inspection précédente est maintenu.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'intégrer à son plan d'opération interne la justification du choix des substances recherchées et des milieux de prélèvements, en prenant en compte la suppression de l'amiante, le cas échéant.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 3 : Contenu POI : conduite à tenir sur le site

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/12/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée : d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte
Constats : Dans son courrier du 20/02/26 en réponse au constat de l'inspection précédente, l'exploitant indique qu'il n'est pas nécessaire d'identifier une deuxième salle en cas d'indisponibilité de la salle initiale et que la phrase correspondante sera retirée du POI. Cette suppression devra être justifiée lors de la modification du POI au regard de la justification de nécessité d'une salle de replie précédemment retenue. Dans l'attente de cette justification et de la modification du POI, le constat de l'inspection précédente est maintenu.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant précise et/ou justifie l'emplacement (ou la démarche pour choisir l'emplacement) de la salle POI en cas d'indisponibilité de la salle initiale.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Actions nationales 2026, 1. Gouvernance de la maintenance
Prescription contrôlée : Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 Principes généraux de prévention des risques. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
Constats : La coordination de la maintenance du site est réalisée par une équipe sur site faisant partie de la direction technique de la société BUTAGAZ, dédiée uniquement à la maintenance du site de Castelsarrasin.

<p>Les périodicités et actions de maintenance des équipements sont définis par le groupe dans une GMAO.</p> <p>Le site est accompagné dans la réalisation de la maintenance par un assistant technique régional qui accompagne plusieurs sites (2 assistants techniques au niveau groupe).</p> <p>L'exploitant indique que seule la maintenance des groupes motopompe et des compresseurs est réalisée par des sous-traitants.</p> <p>Le reste de la maintenance est assuré par le personnel sur site (par exemple le remplacement d'une pièce sur un détecteur).</p> <p>Le niveau groupe assure un suivi auprès de la personne sur site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, 2. Moyens alloués (Budget et ressources humaines)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que le budget alloué à la maintenance est défini chaque année en fonction des objectifs de maintenance qui sont renseignés dans la GMAO.</p> <p>Le coût prédictif est évalué en fonction des actions de maintenance à réaliser, du retour d'expérience sur le coût passé et des évolutions prévisibles (notamment à cause de l'inflation).</p> <p>Ce budget est demandé à la direction finance du groupe par l'intermédiaire d'une personne de la direction technique qui justifie les besoins. Dans le cadre des maintenances de sécurité, l'exploitant indique qu'il n'a pas de souvenir d'un refus de la part de la direction finance. Il présente le budget des 6 dernières années qui est stable, il n'est pas constaté de baisse significative de celui-ci.</p> <p>Concernant les personnes allouées à la maintenance, il y a 3 personnes sur site et l'exploitant indique que ce chiffre varie entre 2 et 4 sur les 10 dernières années. Il y a également 2 personnes au niveau groupe en soutien.</p> <p>Le jour de l'inspection il est constaté la présence d'un plan de formation et son suivi directement réalisé dans la GMAO. Notamment, il est constaté que le personnel sur site a été formé pour la maintenance des détecteurs par un assistant technique régional du groupe et que celui-ci a été</p>

<p>formé par le fabricant du détecteur.</p> <p>L'exploitant indique que la maintenance est prévue sur des plages de tolérance qu'il faut respecter sinon la direction du groupe est informée et demande une justification de la raison de l'absence de réalisation de la maintenance dans la plage de temps prévue. Ces plages de tolérance permettent de gérer les impondérables (congrés...).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, 3. Modalités de coordination avec les entreprises extérieures</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le bon de commande pour la société sous-traitante du groupe motopompe qui précise les actions à réaliser.</p> <p>L'exploitant conserve la responsabilité du déclenchement de la mise en sécurité du site et de la réalisation des actions de défense incendie.</p> <p>Il est vérifié en séance le plan de prévention concernant l'intervention sur le groupe motopompe du 17/02/26 par la société REHLKO.</p> <p>Il est également vérifié le livret d'accueil sécurité et l'exploitant présente un document d'accueil sécurité réalisé à l'entrée du site dûment signé par le prestataire.</p> <p>Dans le cadre du SGS, l'exploitant indique qu'un audit des sociétés prestataires est réalisé au niveau groupe.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, 4. Planification des opérations de maintenance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.</p>

<p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de maintenance est formalisé pour le site par l'intermédiaire de la GMAO. Cette GMAO est accessible par tous les employés présents sur le site mais n'est pas accessible aux entreprises extérieures.</p> <p>La GMAO différencie les types de maintenance (préventive et corrective).</p> <p>Les priorités d'intervention sont définies au niveau groupe et intégrées dans la GMAO. Le groupe envoie une liste exhaustive des contrôles sur 2 ans.</p> <p>Les périodicités d'intervention sont basées sur les conclusions de l'étude de dangers en priorisant les MMR, le DT93 et les recommandations constructeurs.</p> <p>La GMAO permet la transmission d'un listing hebdomadaire avec alerte sur les dépassements des plages de temps pour la réalisation de la maintenance, ainsi qu'une liste des prochaines actions de maintenance à réaliser dans les jours prochains. Un suivi des écarts est transmis tous les mois au niveau direction avec demande de justificatifs et de mise en place d'un plan d'action.</p> <p>L'exploitant présente le jour de l'inspection la procédure de gestion de la maintenance préventive via la GMAO (Version 4).</p> <p>La priorisation des contrôles est décrite dans cette procédure de la façon suivante : Contrôles issus d'exigences réglementaires (équipement isolable ou non), Contrôles impactant des équipements MMR, Contrôles issus de règles internes ou Rex, de recommandations fabricants, etc., Contrôles d'équipements ayant un impact sur la production ou la sécurité du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Intervention de maintenance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, 5. Modalités d'intervention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>

Constats :

Le jour de l'inspection l'exploitant présente la procédure (version 10) de maintenance de la détection gaz fixe qui est réalisée en interne.

Cette procédure décrit les opérations d'entretien à réaliser sur les détecteurs de gaz fixes permettant de s'assurer que l'équipement délivre le service attendu en termes de disponibilité et de fonctionnement.

La procédure prévoit les moyens et matériels de travail requis pour chaque opération de maintenance, précise la documentation requise avant toute intervention (modes opératoires, procédures, etc.) et précise les conditions d'intervention et de réalisation des activités de maintenance.

Cette procédure est complétée par d'autres procédures pour encadrer l'ensemble de l'opération.

Le jour de l'inspection il est contrôlé la fiche de maintenance associée au contrôle du 07/10/25 du détecteur de gaz n° de série 3244783. Chaque étape de la maintenance est tracée dans ce document. Le contrôle indique le bon fonctionnement du détecteur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Intervention de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 3

Thème(s) : Actions nationales 2026, 6. Procédures et instructions de maintenance

Prescription contrôlée :

Arrêté du 26/05/2014

Annexe I -point 3

Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.

Les informations disponibles sur les meilleures pratiques sont prises en compte afin de réduire le risque de défaillance du système.

Arrêté du 04/10/2010

Art. 59 Consignes d'exploitation et de sécurité.

[...] L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

[...]

Constats :

Le jour de l'inspection il est contrôlé le détecteur gaz : QZA85.

Dans la GMAO, il est constaté la présence de la fiche de vie, de l'historique de l'équipement et la procédure de maintenance.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Contrôle des opérations de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Actions nationales 2026, 7. Contrôle des opérations de maintenance (organisation mise en place)
Prescription contrôlée : Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 Principes généraux de prévention des risques. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
Constats : L'intégralité des opérations de maintenance est intégrée dans la GMAO avec les dates de contrôle. Des rappels réguliers sont envoyés à la personne qui coordonne ces maintenances sur site. En cas de dépassement des dates prévues, les écarts sont remontés à la direction et doivent être justifiés. La fiche de maintenance contrôlée le jour de l'inspection indique, notamment, la nécessité de faire une fiche d'anomalie si le seuil d'alarme n'est pas atteint lors du contrôle de sensibilité du capteur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Retour d'expérience sur les opérations de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Actions nationales 2026, 8. Analyse a posteriori
Prescription contrôlée : Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 Principes généraux de prévention des risques. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant prévoit dans sa procédure de maintenance la prise en compte des RETEX qui est un des critères de priorisation des contrôles de maintenance.</p> <p>Il est notamment prévu dans certains événements lors de la maintenance, l'obligation de faire remonter une fiche d'anomalie.</p> <p>Ceci permet à l'exploitant d'analyser d'éventuelles défaillances récurrentes et d'y pallier par une modification de sa maintenance ou le remplacement du capteur dans le cas présenté en inspection.</p> <p>Il n'est pas constaté le jour de l'inspection de dépassement du planning de maintenance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Analyse de risques liés aux fortes chaleurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2
Thème(s) : Actions régionales, Analyse de risques liés aux fortes chaleurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 26/05/2014</p> <p>Article 7</p> <p>[...]</p> <p>2. Analyse de risques</p> <p>L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.</p> <p>[...]</p> <p>Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise.</p> <p>Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le jour de l'inspection une étude réalisée par Urbanomy le 12/02/25 sur le risque lié au changement climatique.</p> <p>Cette étude se base sur la trajectoire de Réchauffement de Référence pour l'Adaptation au Changement Climatique [TRACC] établie par le ministère en charge de l'écologie, à savoir un réchauffement attendu de 2 °C en 2030, 2,7 °C en 2050 et 4 °C en 2100 en France métropolitaine. Cette étude a été faite au niveau groupe sur des sites d'île de France mais n'a pas été dupliquée au niveau du site de Castelsarrasin. Elle comprend plusieurs aléas climatiques et n'est pas centrée uniquement sur le risque de fortes chaleurs.</p> <p>L'exploitant indique avoir un abonnement météo France pour être informé des alertes</p>

climatiques. L'exploitant indique ne pas avoir poussé la réflexion sur le site de Castelsarrasin.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant réalise une analyse des risques intégrant le sujet des fortes chaleurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 13 : Matières, produits ou déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions régionales, Matières, produits ou déchets
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Article 49 État des matières stockées [...] <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> [...]
Constats : <p>L'exploitant dispose d'une liste exhaustive des matières, produits ou déchets présents sur son site. Un focus a été réalisé sur le stockage des bouteilles de gaz. Il est constaté le jour de l'inspection que la FDS des bouteilles de gaz indique qu'il ne faut pas stocker les récipients à une température supérieure à 50°C.</p> <p>Lors de l'inspection il n'est pas possible d'écarter le risque que les récipients soient entreposés à plus de 50 °C, en effet ceux-ci sont entreposés à l'extérieur sur une surface de type enrobé.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant évaluera les conditions de stockage de ses bouteilles de gaz vis à vis du risque de dépassement de la valeur de température maximale prévue par la fiche de données de sécurité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 14 : Contenants de matières, produits ou déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions régionales, Contenants mobiles de matières, produits ou déchets
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Article 59 Consignes d'exploitation et de sécurité [...] <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> [...]
Constats : L'exploitant indique réaliser un contrôle visuel des bouteilles de gaz tous les jours même hors période d'aléa climatique. A minima, un état des stocks des bouteilles est réalisé chaque jour entraînant un contrôle visuel des bouteilles. L'exploitant indique ne pas réaliser de contrôle spécifique lié aux aléas climatiques.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant évaluera la nécessité de faire évoluer ses consignes en lien avec les recommandations de la fiche de données de sécurité des bouteilles de gaz.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 15 : Conditions de stockage de matières, produits ou déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions régionales, Conditions de stockage de matières, produits ou déchets
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Article 59 Consignes d'exploitation et de sécurité [...] <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> [...]

<p>-les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les bouteilles de gaz ne sont pas protégées des rayons directs du soleil et la FDS indique qu'il ne faut pas stocker les bouteilles de gaz à plus de 50°C. L'exploitant indique qu'il existe des soupapes sur les tuyaux pour expansion thermique.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant évaluera la nécessité de faire évoluer ses conditions de stockage en lien avec les recommandations de la fiche de données de sécurité des bouteilles de gaz.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 16 : Mesures constructives, refroidissement des locaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Mesures constructives, refroidissement des locaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Article 47 Principes généraux de prévention des risques. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'y a pas de climatisation au niveau du bâtiment automate mais une extraction d'air mécanique. L'exploitant indique ne pas avoir retenu l'aléa forte chaleur dans sa stratégie de maintien des équipements.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant évaluera la pertinence de retenir l'aléa forte chaleur dans sa stratégie de maintien des équipements.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 17 : Surveillance des installations en cas de fortes chaleurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions régionales, Surveillance des installations en cas de fortes chaleurs
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Article 59 Consignes d'exploitation et de sécurité [...] <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> [...]
Constats : L'exploitant indique ne pas avoir mis en place de surveillance particulière en cas de forte chaleur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant évaluera la pertinence de mettre en place une surveillance accrue en cas de forte chaleur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 18 : Détecteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55
Thème(s) : Actions régionales, Détecteurs
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Article 55 Surveillance et réseau de détecteurs A.-L'exploitant met en place un réseau de détecteurs tel que prévu dans son étude de dangers. Il met en place des détecteurs dans les zones identifiées comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion définies dans l'étude de dangers et pouvant conduire à un ou des phénomènes dangereux identifiés conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que dans les locaux abritant des équipements concourant à la protection des installations (local de la pomperie incendie, local des alimentations de secours ...).

<p>Les détecteurs, leur positionnement et leur nombre sont adaptés aux risques identifiés.</p> <p>L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement et d'entretien définies par le fabricant de ces détecteurs. Le déclenchement des détecteurs et les actions correctives ou préventives menées sont tracées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Il est constaté sur le site la présence de casquettes au niveau des détecteurs.</p> <p>L'exploitant indique que la plage de fonctionnement des détecteurs est de -20 à 55 degrés.</p> <p>L'exploitant indique suspecter que les fortes chaleurs ont mis en défaut un détecteur. Il est constaté la réalisation de 3 réétalonnages successifs (sur 3 mois : juin, juillet, août) dans la GMAO ayant mené à son remplacement.</p> <p>L'exploitant précise que la mise en défaut d'un capteur entraîne la mise en sécurité automatique du site.</p> <p>Le capteur en question est testé le jour de l'inspection. Il est constaté son bon fonctionnement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant évaluera le respect des plages de fonctionnement de ses détecteurs en lien avec des épisodes de fortes chaleurs.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 19 : Fiabilisation des équipements de réfrigération/refroidissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Fiabilisation des équipements de réfrigération/refroidissement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010</p> <p>Article 56</p> <p>Utilités</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que les climatisations présentes sur le site sont contrôlées une fois par an. Il indique également que celles-ci ne sont pas secourues.</p> <p>L'exploitant présente le dernier contrôle réalisé le 24/03/25 par la société UCF. Le résultat du</p>

contrôle n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Installations électriques et surchauffes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Actions régionales, Installations électriques et surchauffes
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Article 66 Installations électriques A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...]
Constats : Une climatisation est présente dans le local technique électrique. L'exploitant indique ne pas réaliser de vérifications renforcées lors des fortes chaleurs pour prévenir les surchauffes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant évaluera la pertinence de retenir l'aléa forte chaleur dans sa stratégie de maintien des installations électriques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 21 : Disponibilité de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions régionales, Disponibilité de la ressource en eau
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Article 59 Consignes d'exploitation et de sécurité [...] <ul style="list-style-type: none"> - les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; [...]
Constats :

<p>La défense extérieure contre l'incendie est assurée par un réservoir fixe de 1250 m³ réalimenté par le puits et le réseau de ville.</p> <p>L'exploitant n'a pas évalué la possibilité que le système de défense incendie puisse être impacté par les fortes chaleurs.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant évaluera la possibilité que le système de défense incendie puisse être impacté par les fortes chaleurs.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 22 : Liste des ESP

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, ESP</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le jour de l'inspection la liste des équipements sous-pression. Cette liste comprend le type de l'équipement, le régime de surveillance, la date de la dernière inspection périodique, la date de la prochaine inspection périodique, la date de la dernière requalification et la date de la prochaine requalification.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 23 : Liste des ESP

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, ESP</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'inspection périodique est réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34

<p>du présent arrêté ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. <p>II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.</p> <p>III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection l'exploitant présente le rapport d'inspection périodique du réservoir sous talus - V02. Cette inspection a été réalisée par l'APAVE du 20 au 21/10/22. Le compte-rendu indique que les contrôles et essais sont satisfaisants.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 24 : Liste des ESP

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, ESP</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« I. - L'organisme habilité (APAVE, BUREAU VERITAS, ASAP) émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement(s) concerné(s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>III. - Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne ... La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. ... L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV. - Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; - dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée. »

<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant présente le rapport de requalification périodique du réservoir sous talus V01.</p> <p>L'intervention a été réalisée du 14/04/2025 au 10/07/2025 par la société BUREAU VERITAS.</p> <p>Le rapport indique la conformité de l'équipement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>